



**Office Burundais des Recettes**

*"Je suis fier de contribuer à la construction du Burundi"*

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°DNCMP/12/S/2018 POUR LA REALISATION DE LA PRODUCTION DES COURTS METRAGES ET DES SPOTS PUBLICITAIRES POUR LA SENSIBILISATION DES CONTRIBUABLES.**

**Date de Publication : 26/02/2018**

**Date d'Ouverture des offres : 26 /03/2018**

**FEVRIER 2018**

## PREMIERE PARTIE : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES

### ***AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° DNCMP/12/S/2018 POUR LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE DES SPOTS, DES VIDEOS ET DES SKETCHS DE SENSIBILISATION DES CONTRIBUABLES.***

Date de Publication : 26/02/2018

Date d'ouverture : 26/03/2018

#### **1. Objet**

L'Office Burundais des Recettes(OBR) lance un Appel d'Offres pour **la réalisation des productions audiovisuelles des spots, des vidéos, sketchs et autres scènes de sensibilisation des contribuables** dont les spécifications détaillées se trouvent dans la deuxième partie du présent Dossier d'Appel d'Offres.

#### **2. Financement**

Le Marché est financé à 100% sur fonds propres de l'OBR, exercice 2018.

#### **3. Spécification du Marché**

La passation du présent Marché sera conduite par Appel d'Offres National Ouvert tel que défini dans le Code des Marchés Publics du Burundi.

Le marché est constitué en un (1) seul lot.

L'attributaire devra produire tous les spots, vidéos, sketchs et autres scènes de sensibilisation des contribuables sur commande, tels que demandés par les Services de la communication avec un contenu qui lui sera fourni.

#### **4. Délai d'exécution du marché**

Les films, spots, sketchs et les autres types de supports de communication pour diffusion demandés seront produits sur commande pendant une année. Le délai de production de chaque élément demandé sera précisé lors de chaque commande.

Les films seront réalisés sur commande, en mettant en scène un thème ou bien un sujet dans le cadre des activités de l'OBR. Le thème lui sera donné au début de chaque trimestre en ce qui concerne le film et le spot télévisé; le Réalisateur devra être à mesure de fournir une vidéo prête (pour chaque cas) dans un délai qui sera précisé lors de chaque commande.

Les thèmes des spots radio lui seront transmis au début de chaque mois et le Réalisateur choisi devra en remettre le CD prêt pour diffusion dans un délai qui sera précisé lors de chaque commande.

## **5. Conditions de participation**

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions, à toute personne morale ou physique remplissant les conditions juridiques, techniques et les capacités financières nécessaires à l'exécution de ce marché.

L'agence de communication audiovisuelle réalisatrice doit être professionnelle pour la conception et la mise en théâtre des scénarios afin de pouvoir mieux expliquer les procédures fiscales. Il s'agit de mettre en scène certains thèmes qui tiennent à cœur l'OBR, pour essayer de passer le message auprès des contribuables d'une façon exemplaire visant le changement des comportements et de perceptions, ainsi que la transmission efficace des informations. En cas de besoin, il pourrait lui être demandé de filmer certaines étapes importantes des interventions de l'OBR dans le cadre de ses activités aux bureaux comme sur terrain. Il est important de signaler qu'il doit disposer du matériel qui puisse lui permettre une prise d'image et de son de très bonne qualité.

*Ne peut participer à l'Appel d'Offres tout soumissionnaire concerné par l'une des règles d'incapacité énumérée à l'article 161 du Code Révisé des Marchés Publics en vigueur au Burundi.*

*NB : Les associations sans but lucratif ne sont pas éligibles pour ce marché.*

## **7. Consultation et acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être consulté sur le site de l'Office Burundais des Recettes ([www.obr.bi](http://www.obr.bi)), ou être consulté tous les jours ouvrables de 7h 30' à 17h 30' à l'adresse ci-après :

**Secrétariat du Commissariat des Services Généraux,  
Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel,  
Avenue de la Tanzanie, N°936a/A,  
B.P 3465 Bujumbura II,  
Tél : 22 28 21 46 ou 22 28 22 16**

Il pourra également être obtenu au Service des Approvisionnements de l'OBR sur présentation d'un bordereau de versement de cinquante mille (50.000) Francs Burundais non remboursables, versés sur le compte n° N°1101/001.04 (Sous-Compte de Transit des Recettes Non Fiscales) ouvert à la Banque de la République du Burundi.

## **8. Dépôt et Ouverture des Offres.**

Les offres sous enveloppes fermées et rédigées en langue française devront parvenir au Secrétariat du Commissariat des Services Généraux de l'Office Burundais des Recettes, Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel, Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, B.P 3465 Bujumbura II, au plus tard **le 26/03/2018 à 10 heures**. Elles porteront obligatoirement la mention : **Dossier D'Appel d'Offres National Ouvert N°DNCMP/12/S/2018, A n'ouvrir qu'en séance publique du 26/03/2018 à 10h 30'**.

L'ouverture des offres aura lieu **le 26/03/2018 à 10h 30'** au 1<sup>er</sup> étage de l'Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel, Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, B.P 3465 Bujumbura II. Les offres déposées après la date et/ou l'heure indiquée feront objet d'irrecevabilité.

L'ouverture des offres se fera en deux temps: en premier temps, les offres techniques seront ouvertes et analysées; en deuxième temps, seuls les soumissionnaires qui auront été qualifiés techniquement verront leurs offres financières ouvertes et analysées après avis de non objection de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics.

**9. Délais d'engagement.**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

**10. Garantie de soumission**

Une garantie bancaire de soumission de **six cent mille francs burundais (600.000 FBU)** est exigée.

**11. Renseignements.**

Toute demande de renseignements doit parvenir au Commissaire des Services Généraux de l'OBR cinq (5) jours calendaires au plus tard avant la date d'ouverture des offres.

Fait à Bujumbura, le 22/2/2018

**LE COMISSAIRE DES SERVICES GENERAUX ET PERSONNE  
RESPONSABLES DES MARCHES PUBLICS**

**Frédéric MANIRAMBONA**

## I. REGLEMENT PARTICULIER D'APPEL D'OFFRES

### I.1. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES (IS)

#### A. GENERALITES

Les présentes Instructions aux Soumissionnaires sont en général conformes aux dispositions du nouveau Code des Marchés Publics en vigueur au Burundi.

##### **1. Objet de la soumission**

L'objet de cet Appel d'Offres porte sur **le recrutement d'un Réalisateur de films court métrages, des spots audiovisuels et des reportages commandés sur les activités de sensibilisation des contribuables.**

Les films seront réalisés sur commande, en mettant en scène un thème ou bien un sujet dans le cadre des activités de l'OBR. En ce qui concerne le film et le spot télévisé, le thème lui sera donné au début de chaque trimestre et il devra être à mesure de fournir une vidéo prête (pour chaque cas) dans un délai qui sera précisé lors de chaque commande.

Les thèmes des spots radio lui seront transmis au début de chaque mois et il devra en remettre le CD, DVD ou flash disk prêt pour diffusion dans un délai qui sera précisé lors de chaque commande.

##### **2. Origine des fonds**

Les paiements prévus au titre du présent Marché pour lequel cet Appel d'Offres est lancé seront assurés par le budget de l'Office Burundais des Recettes, exercice 2018.

##### **3. Soumissionnaires admis à concourir**

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions, aux personnes morales et physiques ayant les capacités juridiques, techniques et financières nécessaires à l'exécution de ce marché.

#### B. LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

##### **4. Contenu du DAO :**

- Avis d'Appel d'Offres;
- Instructions aux soumissionnaires;
- Données Particulières d'Appel d'Offres;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières;
- Formulaire de soumission;
- Bordereaux des prix et des quantités.

## **5. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres**

Des questions relatives au Dossier d'Appel d'Offres peuvent être adressées par écrit au Commissariat des Services Généraux de l'OBR au plus cinq (5) jours calendaires avant la date limite de dépôt des offres. Ce dernier répondra au soumissionnaire qui en aura fait la demande et diffusera la même réponse à tous les acquéreurs du Dossier d'Appel d'Offres, sans toutefois identifier le demandeur.

## **6. Modifications au Dossier d'Appel d'Offres**

L'OBR peut, à tout moment, avant la date limite de dépôt des offres, et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en publiant un additif.

Tout additif ainsi publié fait partie intégrante du DAO et sera communiqué par écrit à tous les soumissionnaires qui auront acheté le DAO. Ces derniers accuseront réception, par écrit, de chacun des additifs de l'Autorité contractante.

Pour donner aux soumissionnaires le temps nécessaire à la prise en considération de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité contractante a la faculté de reporter la date limite de dépôt des offres.

## **C. PREPARATION DES OFFRES**

### **7. Contenu de l'offre**

Pour qu'une offre soit considérée comme complète, elle devra comprendre les documents suivants :

#### ***7.1. Enveloppe contenant l'offre technique et qui renfermera :***

1. Les statuts juridiques (personne morale);
2. Une preuve d'achat du DAO portant le numéro du marché;
3. Un acte d'engagement suivant le modèle en annexe;
4. Une garantie bancaire de soumission de 600.000 FBU;
5. Une attestation fiscale de non-redevabilité aux impôts et taxes en original et en cours de validité délivrée par l'OBR;
6. Une attestation de non redevabilité en original et en cours de validité, délivrée par l'INSS ;
7. Un Certificat d'Immatriculation Fiscale (NIF);
8. Un Registre du Commerce (copie);
9. Le formulaire des renseignements sur le soumissionnaire;
10. Une attestation de non faillite délivrée par le Tribunal du Commerce, datant au plus 3 mois;
11. Une adresse fixe et connue du soumissionnaire.

#### ***7.2. Enveloppe contenant l'offre financière et qui renfermera :***

1. Le formulaire de soumission dûment rempli selon le modèle en annexe;
2. Le bordereau des prix;

***N.B : L'absence ou la non-conformité de l'un des documents énumérés ci-haut est cause du rejet de l'offre en défaut lors de l'analyse.***

## **8. Langue de l'offre**

**8.1.** L'offre ainsi que tous les documents et correspondances concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et l'Autorité contractante, seront rédigés en langue française.

**8.2.** Les documents complémentaires fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français, auquel cas, la traduction en français fera foi.

## **9. Montant de l'offre et rabais éventuels**

Le montant, tel que détaillé dans l'offre financière, sera calculé et chiffré sur base du bordereau des prix présenté par le soumissionnaire.

Le soumissionnaire indiquera donc, en chiffres et en lettres, les prix unitaires de toutes les rubriques figurant au bordereau des prix et les prix totaux de chacune des rubriques.

Le soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et sa méthode d'application sur le formulaire de l'offre.

Le Marché est ferme, non révisable et non actualisable.

## **10. Monnaie de soumission**

Les soumissionnaires doivent exprimer leurs prix en franc burundais. Le prix s'entend la Taxe sur la valeur ajoutée comprises (TVAC).

## **11. Validité des offres**

Les offres sont valables pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des offres.

## **12. Garantie de soumission**

Une garantie bancaire de soumission de **six cent mille francs burundais (600.000FBU)** est exigée.

## **13. Forme et signature de l'offre**

Le soumissionnaire préparera un original et cinq copies de l'offre, mentionnant clairement sur les exemplaires "**ORIGINAL**" et "**COPIE**" selon le cas. En cas de différence entre eux, l'original fera foi. Ces exemplaires seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile et seront signés par le soumissionnaire ou par une (des) personne(s) dûment autorisée(s) à engager celui-ci.

Toutes les pages de l'offre seront reliées et paraphées par le(s) signataire(s). L'offre ne contiendra aucune mention, interligne, rature ou surcharge qui ne soit paraphé par le(s) signataire(s).

## **D. DEPOT DES OFFRES**

### **14. Cachetage et marquage des offres**

Les soumissionnaires placeront l'original et les copies de leurs offres respectives dans une seule enveloppe cachetée, portant la mention « **OFFRE TECHNIQUE** » et « **OFFRE FINANCIERE** » selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure.

Les enveloppes intérieure et extérieure devront :

- a) être adressées à l'Autorité contractante à l'adresse indiquée dans le RPAO ;
- b) porter le titre et le numéro du DAO, tels qu'indiqués dans les DPAO ;
- c) porter les mots "**NE PAS OUVRIR AVANT LE 26/03/2018 à 10h 30'**" suivis de la mention de la date et de l'heure fixées pour l'ouverture des offres, comme spécifié dans les DPAO.

Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre à l'Acheteur de renvoyer l'offre cachetée si elle a été déclarée "hors délai".

Si l'enveloppe intérieure n'est pas cachetée et marquée comme indiqué ci-dessus, l'Office Burundais des Recettes ne sera en aucun cas responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément.

Les offres doivent être paginées, paraphées, reliées et comprendre une table des matières.

### **15. Date et heure limite de dépôt des offres**

Les offres doivent être reçues à l'adresse spécifiée ci-dessus au plus tard **le 26/03/2018 à 10h 00'**.

L'OBR peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un éventuel additif. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité contractante et ceux des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

## **E. OUVERTURE ET EVALUATION DES OFFRES**

### **16. Ouverture des offres**

L'OBR ouvrira les offres, y compris les modifications effectuées, en présence des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance publique d'ouverture ou de leurs représentants, **le 26/03/2018 à 10h 30'** et à l'adresse indiquée ci-après:

Commissariat des Services Généraux,  
Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel,  
Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, 3<sup>ème</sup> Etage.  
B.P 3465 Bujumbura II,  
Tél : 22 28 21 46 ou 22 28 22 16

**NB : L'ouverture des offres se fera en deux temps: en premier temps, les offres techniques seront ouvertes et analysées; en deuxième temps, seuls les soumissionnaires qui auront obtenu une note égale ou supérieure à 70% dans la cotation technique verront leurs offres financières ouvertes et analysées après avis de non objection de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics.**

Le Procès-Verbal d'ouverture doit être signé par tous les membres de la sous-commission d'ouverture et

comporter notamment les informations communiquées aux soumissionnaires présents. Une copie du Procès-Verbal sera remise par après à chaque soumissionnaire qui en aura fait la demande et à la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics. Lors de l'ouverture des offres, l'OBR annoncera les noms des soumissionnaires, les modifications et les retraits des offres, la présence (ou l'absence) de garantie de soumission, et toute autre information que l'OBR peut juger appropriée. Les offres qui n'ont pas été ouvertes ou dont le montant n'a pas été lu lors de la séance d'ouverture des offres ne sont en aucun cas soumises à l'évaluation.

Conformément à l'article 22 alinéa 9 du code des marchés publics, un cadre requis par l'Autorité Contractante auprès de la DNCMP peut assister à la séance d'ouverture des offres.

### **17. Caractère confidentiel de la procédure**

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des offres ainsi qu'aux recommandations concernant l'attribution du Marché ne doit être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du Marché. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'Acheteur dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

### **18. Eclaircissements apportés aux offres et contacts avec l'OBR**

Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, l'OBR peut demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre, y compris un sous-détail des prix unitaires. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par l'Autorité contractante lors de l'évaluation des soumissions.

### **19. Examen des offres et détermination de leur conformité**

Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, l'Autorité contractante établira la conformité de l'offre en vérifiant que chaque offre :

- répond aux critères de qualification tels qu'indiqués dans le Dossier d'Appel d'Offres;
- a été dûment signée ;
- est conforme aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres ;
- présente toute précision et/ou justification que l'Acheteur peut exiger pour déterminer sa conformité.

Une offre conforme au Dossier d'Appel d'Offres est celle qui respecte tous les termes, conditions et spécifications, sans divergence ni réserve importante.

Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- a) affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la livraison du matériel de transport;
- b) limite sensiblement, en contradiction avec le DAO, les droits de l'Autorité contractante ou les obligations du réalisateur au titre du Marché;
- c) est telle que sa rectification affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au DAO.

## 20. Correction des erreurs

L'OBR vérifiera les offres reconnues conformes au DAO pour la correction des erreurs de calcul éventuelles et en fera part au soumissionnaire concerné. Les erreurs seront corrigées de la façon suivante:  
Lorsqu'il y a une différence entre les montants en chiffres et en lettres, le montant en lettres fera foi;  
Lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire et le prix total, le prix unitaire du bordereau fera foi ;  
Le montant figurant dans la soumission sera alors corrigé par l'OBR conformément à la procédure susmentionnée pour la correction des erreurs ;  
Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins disante n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera rejetée.

## 21. Evaluation et comparaison des Offres

La Commission de Passation du marché n'évaluera et ne comparera que les offres qui ont été reconnues conformes pour l'essentiel, au cours de l'analyse.

La sous-commission d'analyse vérifiera les critères décrits dans le tableau ci-après:

### 21.1. Evaluation administrative des offres

La sous-commission d'analyse s'assurera que tous les documents demandés à la clause 7 des Instructions aux Soumissionnaires ont bien été fournis et sont tous authentiques.

**NB. L'absence ou la non-conformité de l'un ou l'autre élément de ces documents entraîne le rejet de l'offre.**

### 21.2. Evaluation des offres techniques

La sous-commission d'analyse utilisera la grille de cotation suivante:

N°	Description du document demandé	Note
1	Avoir parmi le personnel aligné un employé détenteur d'un diplôme de niveau BAC au moins (certifié et conforme à l'original) dans le domaine de l'audiovisuel ou l'Equivalent	20
2	Le Réalisateur doit avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la production audio-visuelle. <b>4 points par an</b>	12
3	Présenter une copie sur CD, DVD ou flash disk des œuvres réalisées : un film court métrage, un spot publicitaire télévisé, un spot publicitaire audio, un sketch télévisé et un sketch audio de haute qualité : <b>deux points par produit présenté.</b>	10
4	Présenter au moins 4 contrats (ou bons de commandes), ou attestations de marchés analogues déjà exécutés pour des partenaires différents, <b>à raison de 6 points par contrat, bon de commande</b> , ou attestation présenté(e)	24
5	Preuve de possession de studio propre ou un contrat de partenariat avec un studio professionnel	4
6	<b>Total</b>	<b>70</b>

**Seuls les soumissionnaires qui auront atteint une note technique minimale de 70% verront leurs offres financières ouvertes et analysées après la non objection de la DNCMP.**

### **21.3. Evaluation des offres financières**

Pour évaluer les offres financières, la sous-commission d'analyse prendra en compte les éléments suivants :

- Formulaire de soumission (voir modèle en annexe) ;
- Les prix de l'offre qui resteront valides pendant toute la période indiquée dans les spécifications techniques
- Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques ;
- Les ajustements du prix imputables au rabais offert.

En évaluant les offres financières, la Commission de Passation du marché déterminera pour chaque offre son montant exact en le rectifiant comme suit:

- en corrigeant toute erreur éventuelle;
- par un ajustement approprié pour tout rabais lu pendant la séance d'ouverture publique des offres, toutes variations, divergences ou réserves jugées acceptables.

La même Commission se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence, réserve ou offre variante.

Si l'offre évaluée la plus intéressante est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation de la Commission de Passation du marché, celle-ci peut demander au soumissionnaire de fournir les sous-détails de prix pour n'importe quelle rubrique.

Pour évaluer le montant de l'offre, l'OBR peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre indiqué, tels que les caractéristiques, la performance des fournitures et services, et leurs conditions d'achat. Les facteurs retenus, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

### **22. Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux**

Les soumissionnaires nationaux ne peuvent pas bénéficier d'une marge de préférence.

### **23. Contacts avec l'Autorité contractante**

Si le soumissionnaire souhaite porter à l'attention de l'OBR des informations complémentaires, il devra le faire par écrit.

Les soumissionnaires doivent scrupuleusement se conformer aux dispositions décrites dans le dossier d'Appel d'Offres au risque de se voir appliquer les dispositions du Code des Marchés Publics du Burundi définissant les sanctions des violations de la réglementation en matière de marchés publics.

## **F. ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

### **24. Attribution**

L'OBR attribuera le Marché au soumissionnaire qui sera reconnu administrativement et techniquement conforme au DAO avec une note technique minimale de 70% et dont l'offre financière est la moins disante.

## **25. Notification de l'attribution du Marché**

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par l'OBR, ce dernier notifiera à l'attributaire du Marché, par lettre recommandée, que sa soumission a été acceptée. Cette lettre, dénommée ci-après et dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières "lettre de Marché", indiquera le montant que l'Autorité contractante paiera au Réalisateur au titre de la prestation de services et fournitures connexes, et de leurs obligations de garantie.

La lettre de Marché précisera, le cas échéant, les corrections apportées au montant initial de l'offre de l'attributaire provisoire. Si ce dernier n'accepte pas de correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée et la garantie de soumission saisie.

## **26. Signature du Marché**

L'OBR enverra à l'attributaire du Marché, en même temps que la lettre de Marché, l'Acte d'engagement figurant au DAO, qui récapitule toutes les dispositions acceptées par les parties pour lecture et signature. Après sa satisfaction, l'OBR informera dans les meilleurs délais les autres soumissionnaires que leurs offres n'ont pas été retenues et leur restituera leurs garanties de soumission.

## **27. Garantie de bonne exécution.**

Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la réception de la lettre de Commande de l'Autorité contractante, l'attributaire du Marché fournira à l'OBR une garantie bancaire de bonne exécution comprise entre cinq pourcent (5%) et dix pourcent (10%) du montant du marché, sous la forme du modèle présenté dans le DAO. Cette garantie sera délivrée par une banque ou une Institution financière agréée. Une main levée de 50% de cette garantie sera accordée après les six premiers mois du contrat, les autres 50% seront libérés 3 mois après l'expiration du contrat.

**NB : Les chèques certifiés ne seront pas admis.**

## **28. Réception du marché**

La réception se fera en deux temps : après les six premiers mois, la commission de réception mise en place par la Personne Responsable des Marchés à l'OBR procédera à la vérification des services qui seront rendus et établira un procès-verbal y relatif. Ce procès-verbal sera signé par les membres de la commission, un représentant du fournisseur et un observateur de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics, et sera approuvé par le Directeur National de Contrôle des Marchés Publics. Dans un deuxième temps, après les douze mois d'exécution du marché, la commission de réception procédera à la réception définitive du marché en vérifiant des services qui seront rendus pendant toute la période du contrat.

Pour chaque vérification, la commission de réception vérifiera des services qui seront rendus sur base des bons de commande qui auront été établis et les devis dûment approuvés par le cadre du Service de l'OBR habilité et déterminera le montant y relatif déjà engagé.

## **29. Modalités de paiement**

Le paiement se fera dans trente (30) jours suivant la présentation de chaque facture du service rendu, contresignée par le représentant du Réalisateur et le cadre du service habilité de l'OBR, par virement bancaire au compte du Réalisateur.

## **II. DONNEES PARTICULIERES DE L'APPEL D'OFFRES (DPAO)**

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux services faisant l'objet de l'Appel d'Offres, complètent ou, le cas échéant, modifient les dispositions des Instructions aux Soumissionnaires (IS). En cas de divergence, les données particulières ci-dessous ont priorité sur les clauses des IS.

<b>Référence aux IS</b>	<b>A. Généralités</b>
<b>1.</b>	<p><b>Objet de la soumission</b></p> <p>L'OBR, ci-après dénommée "l'Autorité contractante", lance un Appel d'Offres National Ouvert en vue de recruter un Réalisateur des productions audio-visuelles dont les spécifications techniques sont détaillées dans la deuxième partie du présent Dossier d'Appel Offres.</p> <p><b>Nom et adresse de l'Autorité contractante:</b></p> <p>L'Office Burundais des Recettes, Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel, Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, B.P 3465 Bujumbura II, Tél : 22 28 21 46 ou 22 28 22 16</p>
<b>2.</b>	<p><b>Origine des fonds</b></p> <p>Les paiements prévus au titre du Marché pour lequel le présent Appel d'Offres est lancé seront assurés par le budget propre de l'OBR, exercice 2018.</p>
<b>3.</b>	<p><b>Soumissionnaire admis à concourir</b></p> <p>Le présent Appel d'Offres est ouvert, à égalité de conditions, à toute personne morale ou physique remplissant les conditions juridiques, techniques et les capacités financières nécessaires à l'exécution de ce marché.</p> <p>Un soumissionnaire ne doit pas être affilié à une société ou une entité qui a fourni des services de conseil pendant la phase préparatoire de ce DAO, ni à celle qui a été engagée ou sera engagée comme Maître d'Œuvre au titre du Marché.</p> <p>Les soumissionnaires doivent fournir toutes les pièces que l'Autorité contractante peut raisonnablement demander et qui visent son entière satisfaction.</p> <p>Les associations sans but lucratif ne sont pas éligibles pour ce marché.</p>

## B. Le Dossier d'appel d'offres

4.	<p><b>Contenu du Dossier d'Appel d'Offres</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Avis d'Appel d'Offres ;</li><li>- Instructions aux soumissionnaires ;</li><li>- Données Particulières d'Appel d'Offres ;</li><li>- Cahier des Clauses Administratives Particulières ;</li><li>- Formulaires de soumission ;</li><li>- Bordereaux des prix et des quantités.</li></ul>
5.	<p><b>Eclaircissement apportés au Dossier d'Appel d'Offres</b></p> <p>Des questions relatives au Dossier d'Appel d'Offres peuvent être adressées par écrit au Commissariat des Services Généraux de l'OBR au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite de dépôt des offres. Ce dernier répondra au soumissionnaire qui en a fait la demande et diffusera la même réponse à toutes les acquéreurs du Dossier d'Appel d'Offres, sans toutefois identifier le demandeur.</p>
6.	<p><b>Modifications au Dossier d'Appel d'Offres</b></p> <p>L'OBR peut, à tout moment, avant la date limite de dépôt des offres, et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en publiant un additif.</p> <p>Tout additif ainsi publié fait partie intégrante du DAO et sera communiqué par écrit à tous les soumissionnaires qui ont acheté le DAO. Ces derniers accuseront réception, par écrit, de chacun des additifs de l'Autorité contractante.</p> <p>Pour donner aux soumissionnaires le temps nécessaire à la prise en considération de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'OBR a la faculté de reporter la date limite de dépôt des offres.</p>

## C. Préparation des offres

7.	<p><b>Documents constituant l'offre</b></p> <p><b><i>7.1. Enveloppe contenant l'offre technique et qui renfermera :</i></b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Les statuts juridiques (personne morale);</li><li>2. Une preuve d'achat du DAO portant le numéro du marché;</li><li>3. Un acte d'engagement suivant le modèle en annexe ;</li><li>4. Une garantie bancaire de soumission de 600.000 FBU;</li><li>5. Une attestation fiscale de non redevabilité aux impôts et taxes en original et en cours de validité délivrée par l'OBR;</li><li>6. Une attestation de non redevabilité en original et en cours de validité, délivrée par l'INSS ;</li><li>7. Un Certificat d'Immatriculation Fiscale (NIF);</li></ol>
----	--

	<p>8. Un Registre du Commerce (copie);</p> <p>9. Le formulaire des renseignements sur le soumissionnaire;</p> <p>10. Une attestation de non faillite délivrée par le Tribunal du Commerce, datant au plus 3 mois ;</p> <p>11. Une adresse fixe et connue du soumissionnaire.</p> <p><b>7.2. Enveloppe contenant l'offre financière et qui renfermera :</b></p> <p>12. Le formulaire de soumission dûment rempli selon le modèle en annexe;</p> <p>13. Le bordereau des prix;</p> <p><b><i>N.B :1) L'absence ou la non-conformité de l'un des documents énumérés ci-haut est cause du rejet de l'offre en défaut, lors de l'analyse.</i></b></p>
8.	<p><b>Langue de l'offre</b></p> <p>L'offre ainsi que tous les documents et correspondances concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et l'OBR, seront rédigés en langue française. Les documents complémentaires fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français des passages concernant la soumission, auquel cas, la traduction en français fera foi.</p>
9.	<p><b>Prix de l'offre et rabais</b></p> <p>Le montant, tel que détaillé dans l'offre financière, sera calculé et chiffré sur base du bordereau des prix présenté par le soumissionnaire. Le soumissionnaire indiquera donc, en chiffres et en lettres les prix totaux toutes taxes comprises. Le soumissionnaire indiquera tout rabais et sa méthode d'application sur le formulaire de l'offre. Le Marché est ferme, non révisable et non actualisable.</p>
10.	<p><b>Monnaies de soumission</b></p> <p>Les soumissionnaires locaux doivent exprimer leurs prix en francs burundais, la taxe sur la valeur ajoutée comprise(TVAC).</p>
11.	<p><b>Validité des offres</b></p> <p>Les offres sont valables pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des offres.</p>
13.	<p><b>Forme et signature de l'offre</b></p> <p>Le soumissionnaire préparera un original et cinq copies de l'offre, mentionnant clairement sur les exemplaires <b>"ORIGINAL"</b> et <b>"COPIE"</b> selon le cas. En cas de différence entre eux, l'original fera foi. Ces exemplaires seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile et seront signés par le soumissionnaire ou par une (des) personne(s) dûment autorisée(s) à engager celui-ci.</p> <p>Toutes les pages de l'offre seront paraphées par le(s) signataire(s). L'offre ne contiendra aucune mention, interligne, rature ou surcharge qui ne soit paraphé par le(s) signataire(s). Les offres doivent comprendre une table des matières et être reliées.</p>

## D. Dépôt des offres

14.	<p><b>Cachetage et marquage des offres</b></p> <p>Les soumissionnaires placeront l'original et les copies de leurs offres dans une seule enveloppe cachetée, portant la mention <b>"OFFRE TECHNIQUE"</b> et <b>"OFFRE FINANCIERE"</b> selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure.</p> <p>Les enveloppes intérieure et extérieure devront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) être adressées à l'OBR à l'adresse indiquée dans le RPAO ;</li><li>b) porter le titre et le numéro du DAO, tels qu'indiqués dans le DAO;</li><li>c) porter les mots <b>"NE PAS OUVRIR AVANT LE 26/03/2018 à 10h 30"</b></li><li>d) Les enveloppes intérieures porteront également le nom, le cachet et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage de renvoyer l'offre cachetée si elle a été déclarée "hors délai".</li></ul> <p>Si l'enveloppe intérieure n'est pas cachetée et marquée comme indiqué ci-dessus, l'Autorité contractante ne sera en aucun cas responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément.</p> <p>Les offres doivent être paginées, paraphées et comprendre une table des matières.</p>
15.	<p><b>Date et heure limite de dépôt des offres</b></p> <p>Les offres doivent être reçues à l'adresse spécifiée ci-dessus au plus tard <b>le 26/03/2018 à 10h 00'</b>.</p> <p>L'OBR peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un éventuel additif. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.</p>
16.	<p><b>Ouverture des offres</b></p> <p>L'OBR ouvrira les offres, y compris les modifications effectuées, en présence du représentant de la DNCMP et des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance publique d'ouverture prévue <b>le 26/03/2018 à 10 h 30'</b> et à l'adresse indiquée ci-après :</p> <p>Commissariat des Services Généraux de l'OBR, Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel, Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, 3<sup>ème</sup> Etage. B.P 3465 Bujumbura II, Tél : 22 28 21 32</p> <p><b>NB: L'ouverture des offres se fera en deux temps: en premier temps, les offres techniques seront ouvertes et analysées; en deuxième temps, seuls les soumissionnaires qui auront été qualifiés techniquement verront leurs offres financières ouvertes et analysées après avis de non objection de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics.</b></p> <p>Les représentants des soumissionnaires présents signeront dans un registre attestant leur</p>

présence. Le Procès-Verbal d'ouverture doit être signé par les membres de la sous-commission d'ouverture et transmis à la DNCMP après analyse. Lors de l'ouverture des offres, l'OBR annoncera les noms des soumissionnaires, les modifications et les retraits des offres, et toute autre information que l'OBR peut juger appropriée.

L'OBR établira le Procès-Verbal de l'ouverture des offres, qui comporte notamment les informations communiquées aux soumissionnaires présents. Une copie du Procès-Verbal sera remise par après à chaque soumissionnaire qui en aura fait la demande par écrit.

Les offres qui n'ont pas été ouvertes lors de la séance d'ouverture des offres ne sont en aucun cas soumises à l'évaluation.

Conformément à l'article 22 alinéa 9 du code des marchés publics, un cadre requis par l'Autorité Contractante auprès de la DNCMP peut assister à la séance d'ouverture des offres.

#### **E. Caractère confidentiel de la procédure et évaluation des offres**

<b>17.</b>	<p><b>Caractère confidentiel de la procédure</b></p> <p>Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des offres ainsi qu'aux recommandations concernant l'attribution du Marché ne doit être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du Marché. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'Autorité contractante dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution entraînera le rejet de son offre.</p>
<b>19.</b>	<p><b>Détermination de la conformité des offres</b></p> <p>Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, l'Autorité contractante établira la conformité de l'offre en vérifiant que chaque offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- répond aux critères de qualification tels qu'indiqués dans le Dossier d'Appel d'Offres;</li> <li>- a été dûment signée ;</li> <li>- est conforme aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres ;</li> <li>- présente toute précision et/ou justification que l'Acheteur peut exiger pour déterminer sa conformité.</li> </ul> <p>Une offre conforme au Dossier d'Appel d'Offres est celle qui respecte tous les termes, conditions et spécifications, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la livraison du matériel de transport;</li> <li>b) limite sensiblement, en contradiction avec le DAO, les droits de l'Acheteur ou les obligations du Fournisseur au titre du Marché;</li> <li>d) est telle que sa rectification affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au DAO.</li> </ul>
<b>21.</b>	<p><b>Évaluation des Offres</b></p> <p>La Commission de Passation du Marché n'évaluera et ne comparera que les offres qui ont été reconnues conformes pour l'essentiel.</p> <p>En évaluant les offres, la Commission de Passation des Marchés Publics déterminera pour chaque offre son montant exact en le rectifiant comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en corrigeant toute erreur éventuelle ;</li> </ul>

- par un ajustement approprié pour tout rabais lu pendant la séance d'ouverture publique des offres, toutes variations, divergences ou réserves jugées acceptables.

La même Commission se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence, réserve ou offre variante.

Si l'offre évaluée la plus intéressante est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation de la Commission de Passation des Marchés Publics, celle-ci peut demander au soumissionnaire de fournir les sous-détails de prix pour n'importe quelle rubrique.

Pour évaluer le montant de l'offre, l'OBR peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre indiqué, tels que les caractéristiques, la performance des fournitures et services, et leurs conditions d'achat. Les facteurs retenus, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

### 21.1. Evaluation administrative des offres

La sous-commission d'analyse s'assurera que tous les documents demandés à la clause 7 des Instructions aux Soumissionnaires ont bien été fournis et sont tous authentiques.

L'absence ou la non-conformité de l'un ou l'autre élément de ces documents entraîne le rejet de l'offre.

### 21.2. Evaluation des offres techniques

La sous-commission d'analyse utilisera la grille de cotation suivante:

N°	Description du document demandé	Note
1	Avoir parmi le personnel aligné un employé détenteur d'un diplôme de niveau BAC au moins (certifié et conforme à l'original) dans le domaine de l'audiovisuel ou l'Equivalent.	20
2	Le Réalisateur doit avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la production audio-visuelle. <b>4 points par an</b>	12
3	Présenter une copie sur CD, DVD ou flash disk des œuvres réalisées : un film court métrage, un spot publicitaire télévisé, un spot publicitaire audio, un sketch télévisé et un sketch audio de haute qualité : <b>deux points par produit présenté.</b>	10
4	Présenter au moins 4 contrats (ou bons de commandes), ou attestations de marchés analogues déjà exécutés pour des partenaires différents, <b>à raison de 6 points par contrat, bon de commande, ou attestation présenté(e)</b>	24
5	Preuve de possession de studio propre ou un contrat de partenariat avec un studio professionnel.	4
6	<b>Total</b>	<b>70</b>

### 21.3. Evaluation des offres financières

Pour évaluer les offres financières, la sous-commission d'analyse prendra en compte les éléments suivants :

- Formulaire de soumission (voir modèle en annexe) ;

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les prix de l'offre qui resteront valides pendant toute la période indiquée dans les spécifications techniques;</li> <li>- Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques ;</li> <li>- Les ajustements du prix imputables au rabais offert.</li> </ul> <p><b>NB : L'offre financièrement la moins disante sur toute la période indiquée dans les spécifications techniques et techniquement qualifiée sera retenue.</b></p>
--	--

22.	<p><b>Préférence accordée</b></p> <p>Non applicable.</p>
-----	--

<p><b>Référence aux IS</b></p> <p><b>F. Attribution du marché</b></p>
---

24.	<p><b>Attribution</b></p> <p>L'OBR attribuera le Marché au soumissionnaire qui sera reconnu administrativement et techniquement conforme au DAO avec une note technique minimale de 70% et dont l'offre financière est la moins disante.</p>
25.	<p><b>Notification de l'attribution du Marché</b></p> <p>Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par l'OBR, ce dernier notifiera à l'attributaire du Marché, par lettre recommandée, que sa soumission a été acceptée. Cette lettre, dénommée ci-après et dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières "lettre de Marché", indiquera le montant qui sera payé au Réalisateur au titre de la prestation de services, et de leurs obligations de garantie.</p> <p>La lettre de Marché précisera, le cas échéant, les corrections apportées au montant initial de l'offre de l'attributaire provisoire. Si ce dernier n'accepte pas les corrections ainsi effectuées, son offre sera rejetée et la garantie de soumission saisie.</p>
26.	<p><b>Signature du Marché</b></p> <p>L'OBR enverra à l'attributaire la lettre de Marché, qui récapitule toutes les dispositions acceptées par les parties.</p> <p>Dans les sept (7) jours calendaires, l'attributaire du Marché le signera avec l'acte d'engagement et le renverra au Maître d'Ouvrage, avec la garantie de bonne exécution requise. Après sa satisfaction, l'Autorité contractante informera dans les meilleurs délais les autres soumissionnaires que leurs offres n'ont pas été retenues et leur restituera leurs garanties de soumission respectives.</p>

27.	<p><b>Garantie de bonne exécution</b></p> <p>Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la réception de la lettre de Marché, l'attributaire fournira une garantie de bonne exécution comprise entre 5% et 10% du montant total du marché, conformément au modèle de garantie annexé au DAO.</p> <p>La garantie de bonne exécution sera fournie par l'attributaire du Marché, sous forme de garantie bancaire délivrée par une banque agréée par la Banque Centrale de la République du Burundi. Les chèques certifiés ne sont pas admis.</p> <p>Une main levée de 50% de cette garantie sera accordée après les six premiers mois du contrat, les autres 50% seront libérés 3 mois après l'expiration du contrat.</p>
28.	<p><b>Réception du marché</b></p> <p>La réception se fera en deux temps : après les six premiers mois, la Commission de réception mise en place par la Personne Responsable des Marchés à l'OBR procédera à la vérification des services qui seront rendus et établira un procès-verbal y relatif. Ce procès-verbal sera signé par les membres de la Commission, un représentant du fournisseur et un Observateur de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics, et sera approuvé par le Directeur National de Contrôle des Marchés Publics. Dans un deuxième temps, après les douze mois d'exécution du marché, la Commission de réception procédera à la réception définitive du marché en vérifiant des services qui seront rendus pendant toute la période du contrat.</p> <p>Pour chaque vérification, la Commission de réception vérifiera des services qui seront rendus sur base des bons de commande qui auront été établis et les devis dûment approuvés par le Cadre du Service de l'OBR habilité et déterminera le montant y relatif déjà engagé.</p>
29.	<p><b>Modalités de paiement</b></p> <p>Le paiement se fera dans trente (30) suivant la présentation de chaque facture du service rendu, contresignée par un représentant du Fournisseur et un cadre du service habilité de l'OBR, par virement bancaire au compte du Réalisateur sur base du rapport sur les services rendus.</p>

**DEUXIEME PARTIE: SPECIFICATIONS TECHNIQUES POUR LE RECRUTEMENT D'UNE AGENCE DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE POUR LA PRODUCTION DES COURTS METRAGES ET DES SPOTS PUBLICITAIRES SUR LES ACTIVITES DE SENSIBILISATION DES CONTRIBUABLES.**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Le travail consiste essentiellement dans la réalisation des productions audiovisuelles avec des tâches spécifiques suivantes:

- Collaborer avec la Direction de la Communication et des Services aux Contribuables dans la rédaction des messages compatibles avec le format adéquat ;
- Assurer une prise d'images et de sons avec des appareils audiovisuels de haute qualité ;
- S'occuper du montage audiovisuel des images et des sons pris sous la supervision de la Direction de la Communication et des Services aux Contribuables ;
- Guider professionnellement les acteurs qui simulent les procédures à partir des textes transmis par l'OBR puis produire des sons et images de qualité y relatifs, sous la supervision de la Direction de la Communication et des Services aux Contribuables ;
- Accepter de se rendre à n'importe quel lieu de tournage dans les limites du territoire national à ses propres frais;
- Réaliser un film tous les 4 mois et un spot TV chaque trimestre mettant en scène un thème ou bien un sujet dans le cadre des activités de l'OBR ;
- Réaliser un spot radio chaque mois.

Le thème lui sera donné chaque début du trimestre en ce qui concerne le film et le spot télévisé et le candidat idéal devrait être à mesure de fournir une vidéo prête (pour chaque cas) pour la projection avant le 25 du 2<sup>ème</sup> mois;

- Le film devrait durer 10 min au maximum avec un message clairement transmis à nos publics
- Le film et le spot télévisé sera en Kirundi et sous-titré en français;
- Les spots radio ne dépasseront pas 60 secondes
- Les thèmes des spots audio lui seront transmis au début de chaque mois et l'agence choisie devra en remettre le CD prêt pour diffusion avant le 30 du mois ; cela signifie que les corrections et validations de la part de la Direction de la Communications et des Services aux Contribuables de l'OBR auront été achevées avant le 25 du mois.
- Remettre à l'OBR un matériel (vidéo ou film ainsi que les spots radio) sous un format électronique courant pour une utilisation ultérieure facile.

No	Article à produire	Quantité
1	Spots radio	12 spots radio de 60 sec
2	Spots TV	4 spots télévisés de 60 sec
3	Vidéo	3 vidéos de 10 min

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) OU LE MARCHÉ**

L'OBR, ci-après désignée « **l'Autorité contractante** », représentée par son Commissaire Général,  
.....d'une part,

et

L'Attributaire du marché, ci-après désignée « **le Réalisateur** », représentée par  
..... d'autre part,

ont convenu ce qui suit:

### **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 1 : Objet du marché**

Le présent Marché a pour objet **la réalisation des productions audiovisuelles des spots, des vidéos, sketches et autres scènes de sensibilisation des contribuables.**

#### **Article 2 : Documents contractuels**

L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont le soumissionnaire assure avoir pris connaissance et définissant les conditions du Marché sont :

- Le Marché (ou le contrat) ;
- La soumission ;
- Le Dossier d'Appel d'Offre (DAO) ;

En cas de discordance entre les pièces contractuelles et constitutives du Marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci- dessus.

### **CHAPITRE II -DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **Article 3 : Prix du Marché**

Le Montant du Marché s'élève à la somme de *[Insérer la somme]* (..... FBU) francs burundais toutes taxes comprises.

#### **Article 4 : Nature du Marché**

Le marché à intervenir sera un marché à bordereau de prix.

#### **Article 5 : Régime fiscal et douanier**

Les prix du présent Marché sont réputés comprendre tous les montants dus au titre des impôts, droits, taxes et obligations résultant de l'exécution du Marché, applicables en République du Burundi.

#### **Article 6: Révision de prix**

Les prix sont fermes, non révisables et non actualisables.

#### **Article 7 : Modalités de paiement**

Le paiement se fera dans trente (30) jours suivant la présentation de chaque facture du service rendu, contresignée par le représentant du Réalisateur et le cadre du service habilité de l'OBR, par virement bancaire au compte du Réalisateur sur base du rapport sur les services rendus.

### **HAPITRE III- EXECUTION DU MARCHÉ**

#### **Article 8 : Délai d'exécution**

Le marché sera exécuté sur une période d'une année avec des commandes ponctuelles selon les besoins en communication de l'OBR. Le Réalisateur s'engage à produire le service demandé dans un délai qui sera précisé lors de chaque commande.

En cas d'urgence, le Réalisateur accepte de rendre le service en attendant qu'un bon de commande soit signé pour régularisation.

#### **Article 9 : Retards et pénalités**

En cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché, le titulaire du marché est passible des pénalités journalières égales à 1/1000 de la valeur de la tranche non exécutée, pour chaque jour calendrier de retard, après mise en demeure préalable.

Ces pénalités ne peuvent excéder dix pourcent (10%) de la valeur totale du marché.

### **CHAPITRE IV- RESILIATION - DIFFERENDS ET LITIGES**

#### **Article 10 : Résiliation du Marché**

Le Marché est résilié de plein droit dans les cas suivants :

- impossibilité manifeste et durable du Réalisateur compromettant la bonne exécution du Marché,

- règlement judiciaire, sauf si l'Autorité Contractante accepte, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation du Marché,
- liquidation des biens, si le Réalisateur n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer ses activités,

En cas d'événement ne provenant pas de son fait et rendant impossible l'exécution du Marché, ce dernier peut être résilié par l'Autorité contractante sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

**Article 11 : Différends et litiges**

Si un différend survient entre l'Autorité contractante et le Réalisateur, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le Réalisateur remet à la Personne Responsable des Marchés à l'OBR aux fins de transmission au Réalisateur, un mémoire exposant les motifs et indiquant les montants de ses réclamations.

En l'absence de notification de décision dans un délai de trente (30) jours calendaires à partir de la date de réception par l'Autorité contractante, la réclamation du Réalisateur est considérée comme étant acceptée.

Si le Réalisateur n'accepte pas la décision de l'Autorité contractante et qu'aucune solution à l'amiable n'est trouvée, le différend est soumis aux juridictions compétentes de Bujumbura qui trancheront suivant les règles en vigueur au Burundi.

**Article 12 : Entrée en vigueur du Marché**

L'entrée en vigueur du présent Marché est subordonnée à l'approbation du contrat par les Autorités compétentes.

**Article 13 : Approbation du Marché**

Le présent Marché relatif à la réalisation des productions audiovisuelles des spots, des vidéos, sketches et autres scènes de sensibilisation des contribuables, est approuvé après signature par le Ministre des Finances, du Budget et de la Privatisation.

Lu et accepté sans réserve, le.....

**LE REALISATEUR**

Conclu le ..... par,

**L'AUTORITE CONTRACTANTE**

Pour approbation le.../.../2016

**LE MINISTRE DES FINANCES,  
DU BUDGET ET DE LA  
PRIVATISATION**

.....

**FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUMISSIONNAIRE**

Date: \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No.: \_\_\_\_\_

1. Nom du soumissionnaire
2. En cas de groupement, noms de tous les membres :
3. Pays où le soumissionnaire est (ou sera) légalement enregistré (inscrit au Registre du Commerce):
4. Année d'enregistrement du soumissionnaire:
5. Adresse officielle du soumissionnaire dans le pays d'enregistrement:
6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du soumissionnaire : Nom: Adresse: Téléphone/Fac-similé: Adresse électronique:
7. Ci-joint copies des originaux des documents ci-après: <input type="checkbox"/> Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec les clauses 3.1 et 3.2 des IS <input type="checkbox"/> En cas de groupement, lettre d'intention de constituer un groupement, ou accord de groupement, en conformité avec la clause 3.1 des IS. <input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique du Burundi, documents établissant qu'elle est juridiquement et financièrement autonome, et administrées selon les règles du droit commercial, en conformité avec le Code des Marchés Publics.

NB : En cas de groupement, tous les membres du groupement doivent fournir les renseignements ci avant.

**FORMULAIRE DE L'ACTE DE SOUMISSION**

Date : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

À : \_\_\_\_\_

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'Appel d'Offres N° DNCMP/...../S/2018, y compris l'additif/ les additifs No. : \_\_\_\_\_ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous proposons de fournir conformément au Dossier d'Appel d'Offres et au calendrier de livraison spécifié dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, *[préciser la nature des prestations]* le service ci-après : \_\_\_\_\_ ;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après est de : \_\_\_\_\_ ;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : \_\_\_\_\_ ;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'Appel d'Offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché conformément à la clause 41 des Instructions aux soumissionnaires d'un montant de \_\_\_\_\_ ;
- g) Nous ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 3 des Instructions aux soumissionnaires.
- j) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé.
- k) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de \_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

**BORDEREAU DES PRIX**

Date : \_\_\_\_\_

Avis d'Appel d'Offres N° : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire: \_\_\_\_\_

N°	Article à produire	Quantité/nombre d'éléments	Prix Unitaire	Prix Total
	Spots radio de 60 sec	12		
	Spots télévisés de 60 sec	4		
	Vidéos de 10 min	3		
	<b>Total Hors TVA</b>			
	<b>TVA</b>			
	<b>Total TVAC</b>			

**NB : 1) La quantité implique le nombre estimatif de spots requis pour couvrir les besoins d'une année.**

**2) Le prix unitaire est le prix d'un spot de 60 sec ou d'un vidéo de 10 min.**

Signature du soumissionnaire (+Cachet) \_\_\_\_\_.

**FORMULAIRE DE GARANTIE DE SOUMISSION**

Messieurs,

Afin de permettre à ..... (Nom et Adresse du Soumissionnaire) de remettre une offre concernant la production audiovisuelle des spots, des vidéos, sketches et autres scènes de sensibilisation, objet du Dossier d'Appel d'Offres Ouvert : DAO N°DNCMP/...../S/2018, nous soussignés, ..... (Nom et Adresse de la Banque), assumons par la présente, la garantie irrévocable et autonome du paiement d'un montant jusqu'à concurrence .....Francs Burundais (.....FBU) pour lot ....., en renonçant à toute objection et exception.

Des paiements en vertu de la présente garantie seront effectués à votre première demande écrite accompagnée de votre déclaration :

- que le soumissionnaire a retiré son offre pendant la période spécifiée par le Soumissionnaire sur le modèle de soumission,
- que le soumissionnaire s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par l'acheteur pendant la période de validité
- a) manque à signer ou refuse de signer le contrat alors qu'il est requis de le faire, ou
- b) manque à fournir ou refuse de fournir la Garantie de Bonne Exécution.

La présente garantie demeurera valable jusqu'au 30ème jour inclus suivant l'expiration de la période de validité des offres et qui peut être reportée par le Maître de l'Ouvrage, ce dernier n'étant pas tenu de notifier la Banque dudit ou desdits reports.

Toute demande relative à cette garantie devra parvenir à la Banque au plus tard à cette date.

Fait à Bujumbura, le ...../ ...../ 2018

(LA BANQUE)

(Signatures des représentants Autorisés de la Banque + Sceau de la Banque)

**ATTESTATION D'ENGAGEMENT BANCAIRE DE CONSTITUTION  
DE LA GARANTIE DE BONNE EXECUTION.**

Date : \_\_\_\_\_

Appel d'offres n°: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ [nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_ [nom et adresse de l'Autorité contractante]**Date :** \_\_\_\_\_**Garantie de bonne exécution no. :** \_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_ [nom du Réalisateur] (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_ pour la réalisation de \_\_\_\_\_ [description des services] (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous \_\_\_\_\_ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_ [insérer la somme en chiffres] \_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres]<sup>1</sup>. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, 2 et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

[Signature] \_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_.

*Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.*

<sup>1</sup> Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'Acheteur.

<sup>2</sup> La date est établie conformément à l'article 5 du Cahier des Clauses administratives particulières (« CCAP »), en tenant compte de toute obligation de garantie technique du Fournisseur pour une garantie d'exécution partielle. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l'Acheteur, formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

**ACTE D'ENGAGEMENT**

Je/nous Soussigné(s).....

Agissant au nom et pour le compte de..... (Nom et adresse du Soumissionnaire).

Et en vertu des pouvoirs qui me/nous est/sont conféré(s), après avoir pris connaissance du DAO N°DNCMP/...../S/2018, je/nous m'/nous engage/engageons sur mes/nos biens, meubles et immeubles, à produire audiovisuelle des spots, des vidéos, sketches et autres scènes de sensibilisation conformément au Dossier d'Appel d'Offres (DAO), moyennant le prix de mon offre financière.

Je/nous/m'/nous/engage/engageons à constituer un cautionnement de bonne exécution du marché dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché.

Je/nous reste/restons engagé(s) par la présente soumission, pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendriers à partir de la date d'ouverture des soumissions.

La production audiovisuelle des spots, des vidéos, sketches et autres scènes de sensibilisation sera réalisée dans un délai de.....

Il est entendu que vous n'êtes pas tenu de retenir l'offre la moins disante ni de donner suite à l'une ou l'autre des offres que vous recevrez.

Fait à Bujumbura, le.../..../2018

Le (s) soumissionnaires (s)  
(Signatures et Sceau du/des soumissionnaire/s)